

Trois facultés présentent leurs bilans et plans de développement

Claude Gauvreau

La Commission des études tenait récemment la première de deux assemblées spéciales consacrées aux bilans des facultés. Ainsi, les facultés de science politique et de droit, de lettres, langues et communications et l'École des sciences de la gestion ont fait le point sur leurs réalisations depuis leur création et présenté leurs perspectives de développement pour les années à venir. Cet exercice, rappelons-le, s'inscrit dans le projet présenté par la direction de l'UQAM d'un *Énoncé d'orientation pour le développement facultaire* qui sera rediscuté à la C.É. en mai prochain.

Science politique et droit

Dans les domaines de l'enseignement et de la recherche, la Faculté de science politique et de droit conservera pour les années à venir trois grands axes prioritaires de développement, soit : 1- les relations internationales, 2- les politiques publiques et le droit social et 3- les enjeux politiques, institutionnels et juridiques de la démocratie.

Au cours des cinq premières années d'existence de la Faculté, c'est autour du premier axe que les résultats furent les plus nombreux et les plus tangibles. La Faculté est devenue un pôle de développement incontournable dans le domaine des études internationales à Montréal grâce notamment à la mise sur pied du Centre études internationales et mondialisation et de l'Institut d'études internationales de Montréal. Soulignons également l'obtention de deux Chaires de recherche du Canada (relations internationales et politiques étrangère et de défense canadiennes), de même que la création d'un baccalauréat en relations internationales et droit international, ainsi que d'une concentration en droit international et politique internationale commune aux maîtrises en droit et en science politique.

Dans l'axe «politiques publiques et droit social», les collaborations interfacultaires et interdisciplinaires ont connu un développement important dans les domaines de recherche en gestion publique de l'environnement, des politiques sociales et des droits des femmes ou du droit des citoyens à la santé et aux services. Sur le plan de l'enseignement, une concentration en droit social et politiques publiques, commune aux deux maîtrises, a été créée à l'instar de ce qui a été fait dans le champ international. Enfin, deux projets interfacultaires sont présentement à l'étude, soit la mise en place d'un MBA en gestion gouvernementale et d'un baccalauréat en gestion publique.

Dans le dernier axe «les enjeux politiques, institutionnels et juridiques de la démocratie», plusieurs collaborations entre chercheurs de science po-

litique et de droit ont vu le jour. Ainsi, un Laboratoire de recherche interdisciplinaire sur la citoyenneté, la diversité et l'identité a été créé récemment à la nouvelle Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes de la Faculté. De plus, des professeurs de sciences juridiques se sont impliqués activement dans les activités de recherche et de gestion de la Chaire UNESCO d'études sur les fondements philosophiques de la justice et de la démocratie rattachée à la Faculté des sciences humaines. Par ailleurs, en matière de formation, un nouveau baccalauréat en «Communication, politique et société» débutera à l'automne 2004. Véritable *joint venture* entre les départements de science politique et de communications, ce programme est le premier baccalauréat bidisciplinaire et bifacultaire de l'UQAM.

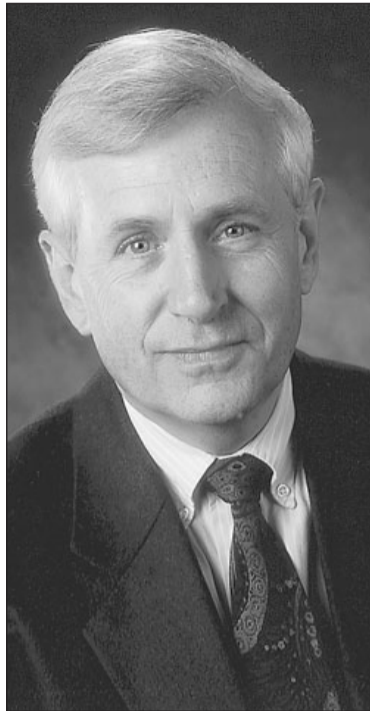
Le doyen de la Faculté, M. Jacques Lévesque, a souligné que la révision de la programmation au premier cycle avait permis de diversifier l'offre de formation et d'augmenter le nombre d'inscriptions. Pour les prochaines années, la Faculté compte se consacrer prioritairement aux programmes de cycles supérieurs. D'ailleurs, quatre projets de création de programmes transfacultaires sont aujourd'hui à l'étude, dont une maîtrise pluridisciplinaire en études internationales et un doctorat en droit. La Faculté entend également développer un vaste projet de programme de formation continue pour les consultants en immigration, une première à l'UQAM.

Au chapitre de la recherche, deux projets retiennent l'attention : la création d'un Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ) et d'un Groupe de recherche en droit international et comparé de la consommation.

Comme l'a rappelé M. Lévesque, au cours des dernières années, il s'est fait davantage dans le domaine de l'ouverture disciplinaire qu'au cours des 30 années où les départements de science politique et de sciences juridiques appartenaient à la famille des sciences humaines. Il semble bien que l'existence des facultés n'entraîne pas le repli sur soi, bien au contraire, a conclu le doyen.

Sciences de la gestion

Selon Pierre Filiatrault, doyen de l'École des sciences de la gestion, la création de l'ESG a conféré une identité propre à ce vaste domaine de recherches et d'enseignement, tout en permettant de le faire mieux connaître et reconnaître, tant à l'UQAM qu'à l'extérieur. Elle a aussi permis à l'École de participer, pour la première fois, aux activités de la Fédération canadienne des doyens de facultés et d'écoles d'administration, ainsi qu'aux rencontres des doyens des fa-



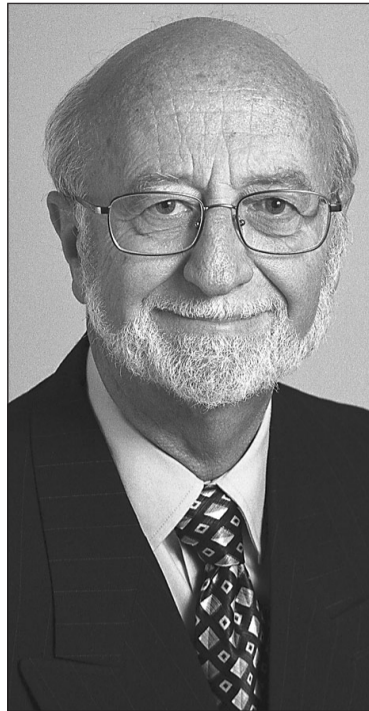
Jacques Lévesque, doyen de la Faculté de science politique et de droit.

cultés de gestion d'Europe, des États-Unis et d'Amérique Latine.

Durant les dernières années, l'ESG a créé de nouveaux programmes d'études comme une maîtrise en finance appliquée et des Diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS) en gestion et planification du tourisme et en gestion de projet. En outre, 12 cheminements spécialisés du MBA et un programme court de télé-enseignement en gestion du tourisme (avec la TÉLUQ) ont été développés, sans compter la mise en place de stages d'études internationaux pour les étudiants et les jeunes diplômés. L'École envisage également des programmes de formation en partenariat avec plusieurs organisations comme Hydro-Québec et la Banque Nationale. Le doyen a souligné, toutefois, le manque de ressources humaines et financières dans un contexte où l'ESG a le nombre le plus élevé d'étudiants par professeur de l'UQAM.

En matière de recherche, l'École a supporté la création de nouvelles chaires institutionnelles, comme celles en management des services financiers et en gestion des produits dérivés, ainsi que de chaires de recherche du Canada en économie sociale et en dynamique du marché du travail. Enfin, le nombre de demandes de subventions et le taux de succès auprès des organismes subventionnaires et des partenaires de recherche ont sensiblement augmenté.

Pour les trois prochaines années, l'École a identifié trois principaux enjeux de développement : 1- la formation et l'enseignement aux cycles supérieurs, 2- l'internationalisation et 3- la recherche et la formation continue. Au sein de ses programmes d'études, elle souhaite créer des cours sur l'éthique, l'environnement et la responsabilité sociale des gestionnaires et ce, à tous les cycles. Elle entend aussi continuer à développer des activités internationales de recherche et d'enseignement, surtout au pre-



Pierre Filiatrault, doyen de l'École des sciences de la gestion.

mier cycle, d'accroître le contenu international des cours et de participer plus activement au recrutement d'étudiants étrangers. Par ailleurs, l'École étudie la possibilité d'offrir un baccalauréat en gestion publique (en collaboration avec la Faculté de science politique et de droit), de même qu'un programme de formation en gestion des arts (collaboration avec la Faculté des arts).

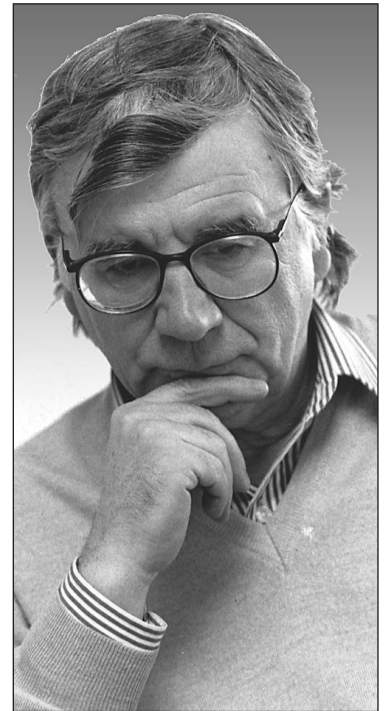
«Au cours des années à venir, nous voulons développer le sens de la responsabilité sociale chez les futurs gestionnaires que sont nos étudiants, notamment autour des questions de gouvernance, de développement durable et d'éthique. Nous donnerons également une orientation sociale plus marquée à la recherche», a déclaré M. Filiatrault.

Lettres, langues et communications

Depuis sa création en 1998, la Faculté des lettres, langues et communications a connu des progrès remarquables qui se sont traduits par l'apparition de nouveaux programmes d'études, l'essor de la recherche et de la création et la croissance exceptionnelle de sa population étudiante.

Au premier cycle, la révision du baccalauréat en communications a favorisé le développement de quatre cheminements distincts et la population étudiante du baccalauréat en animation et recherche culturelles (programme bidisciplinaire associant communications et sociologie) a sensiblement augmenté. Enfin, l'École de langues, qui a créé six mineures et six certificats, compte aujourd'hui plus de 15 000 étudiants-cours contre 4 500 en 1996-1997.

En ce qui concerne la recherche, trois centres institutionnels associés au Département d'études littéraires ont été fondés au cours des dernières années : le Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises, le Centre inter-



Enrico Carontini, doyen de la Faculté de lettres, langues et communications.

universitaire sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT) et le Centre de recherche sur le texte et l'imaginaire (FIGURA). S'ajoutent à ces unités, la Chaire en relations publiques et la Chaire de recherche du Canada en esthétique et poétique. De plus, la création de l'Institut des nouveaux médias a permis le développement d'un partenariat avec l'Université Concordia conduisant à la naissance de l'Institut de recherche et de création en arts et technologies médiatiques (HEXAGRAM).

Le doyen de la Faculté, M. Enrico Carontini, a aussi rappelé devant les commissaires la décision du Département d'études littéraires, prise en septembre 2003, de se retirer de la Faculté à compter de la rentrée 2004. Dans ce nouveau contexte, la Faculté propose un projet académique axé sur le développement et la promotion de l'enseignement et de la recherche-création en communications. Elle envisage également pour l'École de langues un cadre académique et administratif lui permettant d'atteindre un plein épanouissement. Quant au programme de baccalauréat en animation et recherche culturelles, la faculté assurera sa consolidation en lien étroit avec les programmes en communications.

Comme l'a déclaré M. Carontini, l'enjeu premier pour la Faculté est de préserver l'identité et l'intégrité du Département des communications qui combine formation professionnelle et réflexion scientifique. «Ce département est un champ d'études, un carrefour de disciplines, dont le potentiel de développement est très grand. Plutôt que de disséminer son expertise, il doit envisager sa restructuration dans le cadre d'une faculté ou d'une école qui lui assurera son identité», a-t-il précisé •